



PIERRE MOSCOVICI
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

www.economie.gouv.fr

Paris, le 5 novembre 2013

**Discours de Pierre MOSCOVICI, ministre de l'Économie et des Finances
Point presse « prévisions de la Commission européenne »
A Bercy, le mardi 5 novembre 2013**

Mesdames, Messieurs,

J'ai souhaité vous réunir avec Bernard Cazeneuve pour vous faire part de mes premières réactions à la publication des prévisions de la Commission européenne.

Le cadre budgétaire européen a été renouvelé, renforcé et prévoit désormais plus d'échanges entre la Commission et les Etats membres. La Commission rendra donc un avis, dans dix jours, le 15 novembre, sur le rapport économique, social et financier que nous lui avons transmis le 1^{er} octobre. C'est à ce moment-là qu'elle fera connaître son évaluation de la façon dont les Etats membres - dont la France - mettent en œuvre leurs engagements. La publication par la Commission européenne de ses prévisions est un élément important qui ne préjuge pas de cette évaluation.

Je poursuivrai donc la discussion avec le vice-président de la Commission européenne, Olli Rehn d'ici là, dans le même état d'esprit : être transparent, constructif, convaincre. Je sais qu'il y est attentif, et a déjà salué nos réformes, notre sérieux et la qualité de nos échanges.

Je souhaite à ce stade vous livrer quelques commentaires rapides sur ces prévisions.

Tout d'abord, je me réjouis que la Commission européenne partage notre diagnostic sur la situation économique et sur les perspectives de croissance.

La Commission juge que la zone euro, qui devrait hélas encore enregistrer une année de récession en 2013, renouerait avec la croissance en 2014. La plupart des pays de la zone euro sortiraient de la récession : alors que 8 pays sont en récession en 2013, seuls 2 pays le seraient encore en 2014. Dans cet environnement, la France résiste mieux que ses partenaires en 2013 et enregistrerait une croissance en ligne avec celle de la zone euro en 2014.

Les prévisions de croissance de la Commission pour la France s'établissent à 0,2 % en 2013, 0,9 % en 2014 et 1,7 % en 2015. Elles sont donc pleinement en ligne avec les prévisions du gouvernement. Elles sont mêmes légèrement plus optimistes sur 2013.

Seul le prononcé fait foi 1



Je rappelle que la Commission elle-même prédisait encore, au printemps dernier, une récession en France (de -0,1 %) pour l'ensemble de l'année 2013.

Ces prévisions confortent donc le scénario sous-jacent au projet de loi de finances pour 2014, déjà jugé plausible par le Haut Conseil des Finances Publiques. Elles valident notre scénario de reprise graduelle en 2014 qui s'accélère en 2015. Elles confirment donc le sérieux et la crédibilité de ce gouvernement. Elles montrent surtout que la France, grâce à la politique que nous menons et au dynamisme, à la résilience des acteurs économiques, est sur la voie du redressement.

Je crois pouvoir dire aujourd'hui, à la lumière des prévisions de la Commission européenne, et avant elle, du FMI, que ce scénario est réaliste, même si, évidemment, nous devons viser plus haut.

Tout cela veut dire que les choix que nous avons faits depuis dix huit mois, en France comme en Europe, commencent à payer :

- **la réorientation de l'Europe dans un sens plus favorable à la croissance est engagée :** avec le pacte de croissance européen, l'union bancaire, les nouveaux instruments de la Banque centrale européenne, une application intelligente et flexible du cadre budgétaire commun, qui privilégie les cibles structurelles aux cibles nominales. Tous ces ingrédients ont contribué à rétablir la confiance, à redonner un peu de lisibilité aux acteurs et donc à faire repartir progressivement les moteurs privés de l'activité. Ce n'est évidemment qu'un début, on peut regretter que cela n'aille pas plus vite, mais je me félicite de ces évolutions positives ;
- **notre stratégie de réforme en France produit ses effets.** Nous célébrons aujourd'hui le premier anniversaire du Pacte de compétitivité : comme toute politique de l'offre, les effets du CICE, des mesures pour l'innovation et pour le financement de l'économie, vont monter en puissance progressivement. Il en va de même de nos politiques en faveur de l'emploi – de loi sur la sécurisation de l'emploi aux instruments ciblés comme les contrats de génération et les emplois d'avenir. Mais nous commençons dès maintenant à en percevoir les résultats. Nous avons déjà réussi à ralentir la progression et à faire refluer le chômage des jeunes. L'objectif d'inversion de la courbe du chômage est à portée de main, et je pense que nous aurons des résultats pour en convaincre.

Surtout, et c'est ce qui confirme le scénario de la Commission pour l'année 2015 avec une prévision de croissance de 1,7 %, notre économie a un potentiel de rebond important. Notre pays n'est pas condamné à la stagnation à perpétuité, au déclin. Grâce à cet élan, à cette reprise qui va gagner en ampleur, nous allons retrouver progressivement un rythme de croissance compatible avec des créations d'emploi dans le secteur marchand. C'est à cette condition que nous réussirons à inverser durablement la courbe du chômage.

J'ai également pris note des prévisions de déficit public de la Commission européenne, qui sont en ligne avec les prévisions du gouvernement pour 2013 (à 4,1 % du PIB) et très proches pour 2014 (3,8 % contre 3,6 % du PIB selon le gouvernement).

Le vice-président de la commission européenne Olli Rehn et avec qui j'entretiens une relation de confiance, a confirmé que la Commission examinerait les efforts budgétaires des Etats membres à l'aune des indicateurs structurels.

Seul le prononcé fait foi 2



Ceux-ci reflètent l'amélioration du solde public une fois neutralisés les effets « conjoncturels, temporaires, et non discrétionnaires » selon la terminologie des spécialistes, c'est-à-dire ce sur quoi nous avons vraiment le contrôle.

J'attache la plus grande importance au dialogue entre la France et la Commission européenne sur l'effort structurel qui constitue, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises l'indicateur privilégié de pilotage des finances publiques. J'ai toute confiance dans le fait que la Commission reconnaîtra la réalité des efforts importants qui sont demandés aux Français – secteur privé comme secteur public.

Je voudrais également profiter de cette occasion pour réaffirmer notre engagement – celui du gouvernement - à ramener le déficit sous le seuil de 3 % du PIB en 2015. Je rappelle que la projection de la Commission européenne pour 2015 repose sur un calcul conventionnel, qui suppose l'absence de toute mesure de redressement. Bernard Cazeneuve en parlera.

Les dernières semaines ont donné lieu à de nombreux contacts à mon niveau (en marge des réunions internationales et européennes, et également à Bruxelles où je me suis rendu le 26 septembre rencontrer O. Rehn, au lendemain de la présentation du PLF 2014 en conseil des ministres) et entre les experts de la Commission européenne et les équipes du ministère. Je pense que nous avons convaincu, et que nous continuerons de convaincre, de notre sérieux.

Je vous remercie.

Contacts presse :

Cabinet de Pierre MOSCOVICI :

Barbara FRUGIER : 01.53.18.40.82 - barbara.frugier@cabinets.finances.gouv.fr

Laurent FARY : 01.53.18.41.84 - laurent.fary@cabinets.finances.gouv.fr